

L'Ontario mérite mieux

Mémoire prébudgétaire 2020 présenté au Comité permanent des finances et des affaires économiques

Janvier 2020

À propos d'Unifor

Unifor est le plus grand syndicat du secteur privé du Canada, comptant plus de 315 000 membres qui travaillent dans toutes les régions économiques du pays. Nos 160 000 membres de l'Ontario travaillent notamment dans les secteurs suivants : la construction automobile, l'aérospatiale, les ressources naturelles, les transports routier, aérien et ferroviaire, les télécommunications, les médias, les soins de santé, les services sociaux, l'éducation, la vente au détail et en gros, l'hôtellerie, la restauration et les jeux.

Les industries qui emploient les membres d'Unifor sont essentielles à la prospérité de l'économie ontarienne et comprennent les principaux exportateurs du pays, en plus de la fonction publique élargie. Unifor n'est pas seulement actif dans les milieux de travail et à la table de négociation, mais il contribue également à tous les aspects de nos collectivités et au débat politique afin de rendre la société canadienne plus juste et plus équitable. Nous jouons un rôle de chef de file dans la création de lieux de travail prospères et sécuritaires et d'une économie robuste pour que tous les travailleurs et travailleuses aient un emploi de qualité et un niveau de vie décent. Unifor est heureux de communiquer ses priorités et ses recommandations pour le budget de 2020.

1. La population de l'Ontario est en colère contre le gouvernement

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement de Doug Ford a mis en œuvre un programme de compressions budgétaires drastiques et d'attaques législatives agressives qui font sentir leurs effets sur les personnes vulnérables et la population active de la province. Les Ontariennes et les Ontariens ont proclamé haut et fort que le gouvernement est sur la mauvaise voie et qu'il est résolu à ignorer les personnes les plus touchées par les changements apportés.

Il était clair dès le début que ce gouvernement déformait la situation financière de la province dans une tentative de justifier des compressions désastreuses. Pendant des mois, le gouvernement a prétendu que le déficit s'élevait à 15 milliards de dollars. Pourtant, le Bureau de la responsabilité financière a confirmé à l'automne 2019 que la province avait enregistré un déficit réel de 7,4 milliards de dollars pendant l'exercice 2018-2019.

Entre-temps, la caractérisation trompeuse de la dette de la province et l'attaque idéologique contre les services publics et sociaux ont causé un tort irréparable aux millions d'Ontariennes et d'Ontariens qui en ont besoin. Ces compressions ont simplement exacerbé le problème de sous-financement chronique des gouvernements précédents et placé l'Ontario au dernier rang des provinces canadiennes concernant les dépenses de programme par habitant¹.

Comme si ce n'était pas assez, le gouvernement de Doug Ford a tourné le fer dans la plaie en réduisant les recettes affluant dans les coffres de la province. L'Ontario a maintenant les

¹ Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario. « Comparaison de la situation financière de l'Ontario et des autres provinces », février 2019.

recettes par habitant les moins élevées du pays, résultat direct des mesures prises par le gouvernement depuis son entrée en fonction². Parmi ces mesures, mentionnons l'annulation du programme de plafonnement et d'échange de la province (cette annulation devrait diminuer les recettes de 7 milliards de dollars sur 4 ans³), l'annulation de mesures antérieures qui visaient à imposer davantage les salariés à revenu élevé, la réduction des impôts payés par les sociétés et l'annulation de la hausse prévue du salaire minimum en faveur d'un nouveau crédit d'impôt destiné aux personnes à faible revenu (lequel devrait réduire les recettes de gouvernement de 3,7 milliards de dollars en moyenne au cours des 4 prochaines années⁴).

À l'heure actuelle, le gouvernement n'a pas seulement présenté la situation financière de l'Ontario sous un faux jour, mais il a également gêné la capacité de la province de veiller au bien-être des travailleurs, de leur famille et des personnes les plus vulnérables de l'Ontario par le biais de mesures qui diminuent les recettes et de compressions massives dans les services publics. Il est temps que le gouvernement de Doug Ford commence à prêter l'oreille à la population de l'Ontario et à corriger ses erreurs.

2. Une attaque honteuse contre les personnes les plus vulnérables de l'Ontario

Après chaque compression ou politique régressive du gouvernement actuel, les Ontariennes et les Ontariens ne comprennent pas pourquoi Doug Ford veut faire du tort à leurs enfants, à leur famille et aux membres vulnérables de la province.

L'annulation des améliorations apportées précédemment aux droits du travail et aux conditions de travail dans le cadre du projet de loi 47 ciblait particulièrement les travailleuses et travailleurs à faible revenu et les plus vulnérables de la province. L'annulation de la hausse prévue du salaire minimum à 15 \$ l'heure, l'élimination de deux jours de maladie payés, la réduction du nombre de jours de congé de maladie non payés et la disparition des dispositions relatives à l'équité salariale (selon le principe d'un salaire égal pour un travail égal) ont fait reculer des millions de travailleuses et travailleurs.

Les diverses réductions appliquées au financement et aux programmes ont été faites sans consultation ni examen adéquat des conséquences pour la population de la province. En plus des compressions au Régime d'aide juridique de l'Ontario, le gouvernement actuel a manqué à une promesse électorale en éliminant le projet pilote sur le revenu de base. Le gouvernement a justifié cette décision en affirmant que l'initiative ne donnait pas les résultats espérés, malgré le fait qu'elle n'ait pas été en place assez longtemps pour recueillir les données nécessaires à

² Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario. « Comparaison de la situation financière de l'Ontario et des autres provinces », février 2019.

³ Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario. « Plafonnement et échange : Examen financier de la décision d'annuler le Programme de plafonnement et d'échange », 2018.

⁴ Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario. « Perspectives économiques et budgétaires – Automne 2018 », 2018.

l'évaluation de ses résultats⁵. Le gouvernement de Doug Ford a montré son indifférence à l'égard des personnes qui vivent dans la pauvreté en réduisant de 3 à 1,5 % les augmentations prévues aux taux d'aide sociale.

Les étudiants les plus vulnérables des collèges et universités de la province ont eux aussi été durement touchés par les compressions budgétaires. Malgré une réduction de 10 p. 100 des droits de scolarité annoncée en janvier 2019, le gouvernement actuel a simultanément réduit les subventions non remboursables, forçant ainsi les étudiants à contracter plus de prêts, par le biais du Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO). Ce changement a profité aux étudiants des familles riches qui n'ont pas besoin du RAFEO, mais il a nuï aux étudiants des familles à faible revenu qui cherchent à faire des études supérieures.

En outre, la façon dont le présent gouvernement gère le soutien financier versé aux familles d'enfants autistes a plongé ces familles dans le désarroi. La mesure initiale visant à restructurer le soutien financier à l'autisme, la période d'incertitude qui a suivi et, enfin, l'annonce à la fin de 2019 selon laquelle un nouveau programme fondé sur les besoins serait retardé et mis en œuvre graduellement ont laissé des options limitées aux parents qui ont besoin d'une aide immédiate.

Unifor demande au gouvernement :

- ***d'annuler les changements apportés aux droits du travail;***
- ***d'annuler les réductions appliquées au financement et aux programmes qui ont touché les Ontariennes et les Ontariens les plus vulnérables;***
- ***de mettre immédiatement en œuvre le nouveau Programme ontarien des services en matière d'autisme fondés sur les besoins.***

3. Abandon des programmes et des services publics

La population de l'Ontario n'a pas voté en faveur de réductions dans les importants services publics et sociaux dont les familles et les collectivités ont besoin chaque jour. Depuis son arrivée au pouvoir, le présent gouvernement a apporté de grands changements à nos systèmes de soins de santé et d'éducation, lesquels ont des répercussions négatives sur l'ensemble de la population de la province.

Les soins de santé : en mode survie

Bien que l'engagement à « mettre fin à la médecine de couloir » puisse sembler une bonne chose, ce n'est pas suffisant pour reconforter les millions de personnes touchées par la

⁵ CBC News. « Ontario minister admits Ford government broke election promise by scrapping basic income project », 1^{er} août 2018.

restructuration du système de santé et les compressions budgétaires appliquées dans les services de soins de santé.

La liste de compressions ci-dessous est longue et très alarmante :

- réduction de 97 millions de dollars du financement des lits d'hôpitaux : la « médecine de couloir » étant déjà un problème majeur cerné par le gouvernement, cette réduction aggrave la situation en Ontario, la province ayant le moins de lits d'hôpitaux par habitant au Canada⁶;
- réduction du financement de la santé mentale, y compris une réduction de 335 millions de dollars par rapport au financement prévu au cours de la dernière année;
- réductions globales à l'Assurance-santé Plus : le gouvernement a injustement réduit l'admissibilité aux médicaments couverts par le programme en obligeant les jeunes à prendre une assurance privée;
- plafonnement à 1 p. 100 du financement de base pour les soins infirmiers et les soins personnels dans les foyers de soins de longue durée : cette augmentation minime est insuffisante compte tenu de la montée en flèche de la demande pour des services de soins de longue durée, de la plus grande acuité des résidents dans ces établissements et des coûts inflationnistes des soins et de l'entretien des foyers. Le plafond de 1 p. 100 marque une rupture avec l'augmentation constante de 2 p. 100 pendant une bonne partie de la décennie. Il aggravera la pénurie criante de préposés aux services de soutien à la personne (PSSP) dans la province. Les répercussions de la pénurie de PSSP sur les soins prodigués aux résidents et les conditions de travail sont devenues une crise qui ne peut plus être ignorée. Les maisons de soins tentent de combler cette pénurie en embauchant du personnel auprès d'agences de placement temporaire et en comptant sur des personnes non autorisées et insuffisamment formées pour dispenser des soins personnels. Pendant ce temps, les PSSP travaillent plus fort que jamais, faisant face à des charges de travail impossibles dans de mauvaises conditions de travail et gagnant un faible salaire⁷;
- annulation de l'implantation de centres de prévention des surdoses : certaines des personnes les plus vulnérables de la province aux prises avec des dépendances seront laissées à elles-mêmes sans le soutien dont elles ont besoin lorsqu'une crise de surdoses aux opioïdes touchera l'ensemble de la province;
- réduction du financement des initiatives de santé publique dans les municipalités : les municipalités déjà à court d'argent devront tant bien que mal trouver des fonds pour couvrir 30 p. 100 des coûts nécessaires au maintien de ces programmes.

En plus des réductions généralisées, le gouvernement de Doug Ford a restructuré le système de soins de santé au moyen du projet de loi 74, sans procéder à des consultations suffisantes. Ce

⁶ Ontario Health Coalition. « Doug Ford cuts hospital beds and funding – calls it an increase », 2018.

⁷ Ontario Health Coalition. « Caring in Crisis: Ontario's Long-Term Care PSW Shortage. », janvier 2020.

projet de loi laisse la porte grande ouverte aux services de santé à but lucratif, accorde à des personnes nommées pour des raisons politiques et n'ayant aucun compte à rendre aux électeurs un pouvoir centralisé sur le système de soins de santé, restructure le système de soins de santé d'une façon qui enlève aux autorités locales le contrôle et la surveillance, et aura une incidence négative sur la prestation locale des services de soins de santé.

La création précipitée de la nouvelle super-agence et des nouvelles équipes Santé Ontario s'est faite sans avoir d'abord examiné de quelle façon ces équipes allaient fonctionner et seraient gérées et financées. Le gouvernement a également proposé de réduire le nombre de services ambulanciers de 59 à 10, et le nombre de bureaux de santé publique de 35 à 10.

Le programme du gouvernement de l'Ontario aggravera la pénurie chronique de financement du système public de soins de santé de la province et créera les conditions propices à l'arrivée de cliniques de soins privées à but lucratif dans plusieurs segments du système. Les régimes de soins de santé du gouvernement entraîneront, au mieux, des soins de qualité nettement inférieure pour la population ontarienne et des conditions de travail intenable pour les travailleuses et travailleurs de la santé, et, dans le pire des cas, intensifieront les crises qui sévissent depuis longtemps dans le système de santé de la province, comme l'ont signalé une centaine de professionnels des services d'urgence qui ont réagi aux compressions budgétaires du gouvernement de l'Ontario dans le secteur des soins de santé⁸.

Les étudiants apprennent une dure leçon sur les politiques publiques régressives

Les étudiants, les parents et les collectivités de toute la province ont exprimé leur indignation envers les répercussions qu'auront sur les jeunes les réductions appliquées dans le système d'éducation de l'Ontario.

Le gouvernement de l'Ontario a réduit de 25 millions de dollars le financement des conseils scolaires pour les programmes de soutien aux étudiants, y compris les programmes d'emploi pour étudiants et les tuteurs en classe, ciblant ainsi les étudiants autochtones et racialisés⁹. La décision du gouvernement d'augmenter la taille moyenne des classes de la 4^e à la 12^e année n'a aucun sens, compte tenu de l'incidence négative qu'elle aura sur la qualité de l'éducation en Ontario.

Les membres d'Unifor, les étudiants et les parents sont curieux de savoir pourquoi ce gouvernement a délibérément semé le désarroi au sein des conseils scolaires par cette décision, laquelle a entraîné la mise à pied d'un grand nombre d'enseignants et l'annulation de cours. Dans les médias, des élèves du secondaire ont fait part de l'impossibilité d'obtenir leur diplôme ou de s'inscrire dans des programmes de niveau collégial ou universitaire en raison de l'annulation de cours obligatoires. Le Bureau de la responsabilité financière prévoit une perte

⁸ Lettre ouverte signée par plus de 100 urgentologues et adressée au premier ministre Doug Ford et à la ministre Christine Elliott, 3 septembre 2019.

⁹ *Toronto Star*, « School boards 'blindsided' as Ford government slashes program funding », 15 décembre 2018.

de 10 000 enseignants au cours des 5 prochaines années¹⁰, tandis que les syndicats des enseignants de l'Ontario prévoient la suppression de 60 000 cours.

Chaos dans les services de garde

Le gouvernement de Doug Ford a prouvé à maintes reprises son indifférence à l'égard des familles vulnérables qui ont besoin de programmes publics essentiels. La réduction de quelque 23 millions de dollars des subventions destinées aux familles à faible revenu pour des services de garde rendra la vie plus difficile aux familles qui attendent des places subventionnées en services de garde¹¹.

Le financement pour de nouvelles places dans les services de garde est lui aussi loin de répondre aux attentes. En 2017, le gouvernement provincial s'était engagé à créer dans les écoles 45 000 nouvelles places en services de garde sur une période de 5 ans. Il a cependant soustrait 15 000 à ce nombre et alloué des fonds pour seulement 30 000 nouvelles places sur 5 ans¹².

En plus de cette réduction du nombre de places dans les services de garde situés dans les écoles, le gouvernement oblige maintenant les municipalités à financer 20 p. 100 des coûts de fonctionnement pour les nouvelles places en services de garde, alors que la province était censée couvrir la totalité des coûts. Tout le financement administratif sera dorénavant partagé à parts égales avec les municipalités, et la province s'apprête à mettre fin au financement de soutien à la hausse des droits de scolarité. De nombreuses municipalités ont déclaré qu'elles auront de la difficulté à trouver le financement nécessaire pour de nouvelles places en services de garde et qu'il sera en fin de compte impossible d'ouvrir autant de nouvelles places que prévu.

Par suite des mesures prises par le gouvernement actuel, les services de garde sans but lucratif situés dans des établissements réglementés sont devenus moins accessibles aux familles ontariennes.

Un recul pour les métiers spécialisés et les stages

En plus d'annuler plusieurs droits du travail, le projet de loi 47 prévoyait aussi l'abolition de l'Ordre des métiers de l'Ontario, lequel régissait les métiers spécialisés et les stages et jouait un rôle important en veillant à ce que les employeurs embauchent des travailleuses et des travailleurs qualifiés accrédités.

¹⁰ Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario. « Budget des dépenses 2019-2020 – Ministère de l'Éducation », septembre 2019.

¹¹ Coalition ontarienne pour de meilleurs services éducatifs à l'enfance. « Outside the spotlight: Small changes could have big consequences for Ontario child care », 12 septembre 2018.

¹² Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario. « Budget des dépenses 2019-2020 – Ministère de l'Éducation », septembre 2019.

L'abolition de l'Ordre entraînera une foule de risques potentiels pour la sécurité du public, et le nombre de personnes non qualifiées qui effectuent des tâches qu'elles ne devraient pas faire risque d'augmenter. Le simple fait d'abolir l'organisme de réglementation et de réformer quelques règles augmentera la probabilité d'accidents et menacera la sécurité des gens de métier, puisqu'à défaut de mesures d'application appropriées, les employeurs rogneront sur les dépenses en embauchant des apprentis ou des stagiaires.

Unifor demande au gouvernement :

- ***de revenir sur sa décision et de rétablir le financement des programmes de soins de santé, tout en réglant la pénurie de PSSP dans les établissements de soins de longue durée;***
- ***de fermer la porte à la privatisation dans le secteur des soins de santé et de rétablir la reddition de comptes et la transparence dans le système de santé;***
- ***de changer de cap en ce qui concerne la réduction du financement des programmes de soutien aux étudiants et l'augmentation de la taille des classes dans les écoles de l'Ontario;***
- ***de rétablir le financement destiné aux nouvelles places en services de garde dans les municipalités et les écoles publiques de l'Ontario;***
- ***de revenir sur sa décision d'abolir l'Ordre des métiers de l'Ontario.***

4. Négligence à l'égard du secteur manufacturier de l'Ontario

Selon le gouvernement, le secteur manufacturier de l'Ontario représente plus de 760 000 emplois directs et contribue 91 milliards de dollars au PIB, ce qui équivaut à 45 p. 100 de l'ensemble du secteur manufacturier canadien¹³. Il ne fait aucun doute que le secteur est vital pour l'économie ontarienne et les emplois qui font vivre nos collectivités.

Les industries de l'automobile et des pièces d'automobiles sont d'une importance capitale pour l'Ontario

Après avoir produit des véhicules pendant plus d'un siècle, la chaîne de montage de General Motors (GM) à Oshawa a mis fin à la production de véhicules avant la période des fêtes, en décembre 2019. Depuis l'annonce de cette terrible nouvelle en novembre 2018, le gouvernement a été exhorté à prendre des mesures énergiques pour protéger les emplois liés à la production de véhicules à l'usine et aux secteurs connexes des pièces et des services dans toute la région de Durham.

Malheureusement, le gouvernement de l'Ontario est resté les bras croisés alors que quelque 2 300 travailleuses et travailleurs hautement qualifiés de la chaîne de montage et 1 200 travailleuses et travailleurs des fournisseurs indépendants de pièces d'automobiles

¹³ Ministre des Finances de l'Ontario. « Budget de l'Ontario 2019 : Protéger l'essentiel », 2019.

perdaient leur emploi dans une région manufacturière qui sera touchée durement par ce choc économique. En plus de ces pertes d'emploi à l'usine, le secteur de l'automobile devrait perdre 14 000 emplois et peut-être 10 000 autres ailleurs au Canada d'ici 2025 par suite de cette fermeture¹⁴. Les recettes du gouvernement devraient diminuer en moyenne de 460 millions de dollars par année, et l'économie de l'Ontario devrait reculer en moyenne de 4 milliards de dollars par année d'ici 2030.

La conversion d'une partie de l'usine en une usine d'emboutissage et une piste d'essai pour véhicules autonomes et connectés ne devrait compenser qu'une petite partie de ces pertes. GM est encore présente à Oshawa, mais une perte de cette ampleur aura des répercussions importantes sur la population de la ville. Le présent gouvernement doit coopérer avec Unifor afin de déployer tous les efforts nécessaires pour le retour de la production de véhicules à l'usine d'Oshawa.

Particulièrement, le gouvernement a fait preuve de complaisance dans le secteur des fournisseurs indépendants de pièces d'automobiles, alors que les entreprises du secteur manufacturier continuent de déménager leurs usines dans d'autres pays comme le Mexique. Par exemple, à l'usine d'aluminium Nematik à Windsor, l'employeur a annoncé qu'il ne respectera pas la convention collective conclue avec les travailleuses et travailleurs et qu'il déménagera son usine à Monterrey, au Mexique, même s'il a reçu, entre autres sources gouvernementales, 1,5 million de dollars du Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario. Le financement du gouvernement pour des projets de création et de rétention d'emplois dans les secteurs de l'automobile et des pièces d'automobiles doit comprendre des critères clairs pour que les entreprises préservent les emplois et honorent les conventions collectives conclues avec les travailleuses et travailleurs.

La fin de la production de véhicules à l'usine de GM a des répercussions plus vastes sur l'industrie automobile de la province. Si GM a été en mesure de fermer son usine de montage à Oshawa, d'autres constructeurs d'automobiles lui emboîteront le pas. Entre-temps, de nombreux autres pays ont investi d'importantes sommes dans la technologie et la fabrication de véhicules électriques, mais l'approche du gouvernement de l'Ontario pour encourager la fabrication de la prochaine génération de véhicules en Ontario est insuffisante. Étant donné les défis qui se dressent sur la scène économique mondiale, le gouvernement doit faire beaucoup plus pour soutenir les secteurs de l'automobile et des pièces et concentrer ses efforts pour assurer l'avenir à long terme de la production manufacturière en Ontario.

Approvisionnement stratégique pour les services publics

En Ontario, les travailleuses et travailleurs qualifiés et la main-d'œuvre du secteur manufacturier sont des atouts qui devraient être protégés et privilégiés à tous les ordres de gouvernement. Le système d'approvisionnement interne de la province, par exemple, fournit une occasion stratégique et évidente de protéger les emplois de qualité et de stimuler le développement économique local. Le gouvernement devrait veiller à ce que les dépenses

¹⁴ Quantitative Economic Decisions Inc. « Economic Impact of GM Operations in Oshawa », janvier 2019.

provinciales en matière d'infrastructures servent de levier stratégique pour stimuler les entreprises manufacturières locales.

Par exemple, Bombardier est le plus important employeur du secteur privé à Thunder Bay. L'usine de Thunder Bay fabrique des trains à deux niveaux pour Metrolinx, des tramways pour la Commission de transport de Toronto (CTT) et des voitures de la série Toronto Rocket pour le métro de Toronto. De récentes études montrent que chaque emploi conservé à l'usine soutient entre 1,5 et 2,8 autres emplois à temps plein, dont bon nombre en Ontario et dans la région du Grand Toronto. Ces emplois génèrent une rémunération de la main-d'œuvre de 184 millions de dollars, un PIB direct de 545 millions de dollars et des recettes fiscales de 33,5 millions de dollars¹⁵.

L'usine de Thunder Bay est touchée par une pénurie de commandes et demeure à risque de ne pas être en mesure de poursuivre ses activités au-delà de 2020. Après le dévoilement du plan du gouvernement concernant l'expansion des transports en commun à Toronto, Metrolinx a pris la bonne décision en concluant une entente avec Bombardier pour l'achat de 36 wagons à deux niveaux supplémentaires pour le Réseau GO, lesquels seront construits à l'usine de Thunder Bay. Cependant, l'usine demeure à risque alors même qu'Unifor encourage la CTT à préparer une nouvelle commande de tramways afin de garantir l'avenir de la seule base de construction de tramways et de voitures de métro de la ville.

L'approvisionnement stratégique qui active la base manufacturière locale est avantageux pour les usagers des transports en commun, les collectivités, la population active et les gouvernements. La population de Thunder Bay serait dévastée advenant des mises à pied massives à l'usine ou l'impossibilité d'obtenir de nouvelles commandes. Il va sans dire que le gouvernement provincial a un rôle important à jouer en soutenant les entreprises manufacturières locales qui comptent obtenir des fonds de la province pour tous les projets en cours. Nous avons besoin d'une stratégie d'achat de produits faits en Ontario, dont l'objectif sera d'accorder la priorité aux collectivités locales et aux travailleuses et travailleurs de la province afin de soutenir la viabilité du secteur manufacturier ontarien au cours des prochaines années.

Unifor demande au gouvernement :

- ***de soutenir l'industrie automobile de l'Ontario :***
 - ***en se joignant à Unifor pour recommander fortement à GM d'assigner un nouveau mandat de production pour la construction de véhicules à l'usine de montage d'Oshawa,***

¹⁵ Chiffres et calculs internes tirés de la fiche d'information de Bombardier pour le Canada. « Bombardier : Un leader industriel canadien ».

- *en investissant dans la technologie et la construction de véhicules électriques afin de préserver les emplois actuels et d'en créer de nouveaux dans les secteurs de l'automobile et des pièces d'automobiles de l'Ontario,*
- *en veillant à ce que les fonds publics alloués à la construction automobile et à la fabrication de pièces d'automobiles soient conditionnels au respect des conventions collectives conclues avec les travailleuses et travailleurs,*
- *en soutenant, en collaboration avec le gouvernement fédéral, la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie ontarienne pour l'industrie automobile dans le but de développer cette technologie et d'obtenir des mandats de production pour la prochaine génération de véhicules automobiles, en plus de garantir la croissance des investissements et des emplois;*
- *de tirer parti des dépenses en infrastructures d'un point de vue stratégique afin de profiter de l'expertise et des ressources des entreprises manufacturières de l'Ontario par le biais d'une stratégie d'achat de produits fabriqués dans la province.*

5. Mépris de la science et du reste du monde à propos de l'environnement

Aucune mesure pour réduire les émissions de carbone

Alors que des mesures pour contrer les changements climatiques étaient exigées partout dans le monde en 2019, le gouvernement de Doug Ford n'a pratiquement rien fait pour avancer les plans de réduction des émissions de carbone, selon l'organisme Environmental Defence.

Il a d'ailleurs annulé le programme de plafonnement et d'échange de la province dès son arrivée au pouvoir. Le Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario estime que cette mesure radicale fera perdre à la province des recettes de 7 milliards de dollars¹⁶. Cette perte de recettes a entraîné l'élimination de plus de 200 projets de réduction des émissions qui comprenaient notamment la réparation d'écoles et de logements sociaux, des rénovations écoénergétiques, des programmes de navettage à vélo et des mesures visant à assurer une bonne gestion de la transition de la main-d'œuvre.

Parallèlement, le gouvernement a annulé 758 projets d'énergie verte, supprimant ainsi des mesures efficaces pour réduire les émissions et faire progresser la province vers une énergie plus propre et coûtant 231 millions de dollars aux contribuables de l'Ontario. Pendant ce temps, le gouvernement continue de gaspiller l'argent des contribuables pour faire campagne et tenter des poursuites en lien avec la taxe fédérale sur les émissions carboniques.

¹⁶ Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario. « Plafonnement et échange : Examen financier de la décision d'annuler le Programme de plafonnement et d'échange », 2018.

Des promesses non tenues dans les transports publics

Toutes les régions et provinces économiquement développées et dotées d'une bonne stratégie environnementale devraient accorder la priorité à la mise en place d'un système de transport public fiable et très étendu, construisant notamment l'infrastructure de transport nécessaire pour répondre aux besoins des collectivités de la région, y compris des régions à forte densité de navetteurs.

Il n'est pas surprenant que les Ontariens et les gens d'affaires de la région de Hamilton aient reproché au gouvernement actuel d'avoir fait marche arrière à propos du financement de 1 milliard de dollars qui avait été promis pour le projet de train léger. La Chambre de commerce de Hamilton a qualifié cette décision de « totalement irresponsable » puisque ce train léger aurait permis de réduire les émissions carboniques de la ville, de relever les défis de la région en matière d'étalement urbain et de créer des centaines d'emplois de qualité.

Cette décision a été prise après que le gouvernement de Doug Ford ait adopté le projet de loi 107 dans le but de prendre en main la planification des transports en commun à Toronto et d'ouvrir la porte à leur privatisation. Qui plus est, le gouvernement actuel est revenu sur sa promesse de doubler la part de la taxe sur l'essence qui revient à la ville, une décision qui coûtera à Toronto 1,1 milliard de dollars au titre du financement destiné au transport en commun au cours de la prochaine décennie.

Dans le nord de l'Ontario, le Parti progressiste-conservateur avait promis pendant la campagne électorale de rétablir le train de voyageurs d'Ontario Northland pour desservir la région comprise entre Toronto et Cochrane. Les collectivités du nord de l'Ontario se demandent si la promesse de rétablir ce service, qui a été annulé en 2012, se réalisera un jour. Comme aucun montant n'a été prévu dans le budget de 2019 pour rétablir le train de voyageurs, il semble que le gouvernement n'ait pas l'intention de tenir cette promesse.

Unifor demande au gouvernement :

- ***d'abandonner l'approche actuelle à l'égard des émissions carboniques en rétablissant le programme de plafonnement et d'échange de la province et en lançant de nouvelles initiatives de réduction des émissions de gaz à effet de serre;***
- ***de cesser de prendre des mesures et de dépenser l'argent des contribuables pour s'opposer à la taxe fédérale sur le carbone;***
- ***de respecter les engagements précédents concernant le financement du train léger sur rail de Hamilton et la part de la taxe sur l'essence qui revient à la ville de Toronto;***
- ***de rétablir le train de voyageurs d'Ontario Northland pour desservir la population de la région comprise entre Toronto et Cochrane.***

NR:MY:nmsep343